

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... la conjoncture dans la zone UEMOA au 3^e trimestre 2020

❖ Les économies ont quasiment toutes entamé leur reprise

L'activité économique dans l'UEMOA a légèrement progressé au 3^e trimestre 2020, avec une hausse de 0,6% du PIB réel en glissement annuel (g.a.), après une baisse de 2% en g.a. un trimestre plus tôt. Cette reprise s'explique par la levée des restrictions de mobilité et des politiques publiques mises en place pour soutenir l'activité. **Au niveau de l'offre, elle a été principalement tirée par le secteur primaire**, dont la contribution à la croissance s'est située à 0,3 point de pourcentage (pdp), traduisant le dynamisme de l'élevage et de la pêche, ainsi que l'augmentation de la production vivrière. Les secteurs secondaire et tertiaire ont affiché quant à eux des contributions respectives de 0,2 et 0,1 pdp. **Au niveau de la demande, on note une progression de la consommation (+0,4% en g.a.) et de l'investissement (+2,1% en g.a.)**, alors qu'ils étaient en repli le trimestre précédent (-1,1% et -2,1% respectivement). **Une croissance positive a été notée dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception du Mali**, en raison de la crise sociopolitique qu'il a connu durant cette période.

Les dernières estimations de la BCEAO tablent sur une **croissance économique de l'UEMOA de 0,6% pour l'année 2020 et un rebond à 5,8% en 2021**. Les projections d'octobre 2020 du FMI sont légèrement moins optimistes, avec **une croissance de 0,3% en 2020, puis 5,6% en 2021**.

Taux de croissance du PIB réel (%) des Etats de l'UEMOA

Pays	T2 2020 (en g.a.)	T3 2020 (en g.a.)	2019	2020	2021
Bénin	-2	+1,6	+6,9	+2,3	+5,8
Burkina Faso	-2	+1	+5,7	+1,5	+5,4
Côte d'Ivoire	-1,6	+0,7	+6,2	+1,8	+6,3
Guinée-Bissau	-2,4	+0,5	+4,5	-2,3	+4,5
Mali	-2,3	-0,7	+4,8	-1,2	+4,7
Niger	-2,5	+0,6	+5,9	+1,2	+6,9
Sénégal	-2,2	+0,5	+5,3	-0,7	+5,2
Togo	-2,5	+0,6	+5,3	+1,3	+4,3
UEMOA	-2	+0,6	+5,8	+0,9	+5,8

Source : BCEAO

❖ Une dégradation du déficit budgétaire

L'exécution des budgets nationaux sur les 9 premiers mois de l'année 2020 fait ressortir une aggravation des déficits par rapport à la même période de l'année précédente, induite par les effets de la pandémie sur les recettes ainsi que par les plans de riposte et de relance financés par les Etats. En effet, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est chiffré à 3 742,1 Mds FCFA (5,7 Mds EUR) ou 5,5% du PIB à fin septembre 2020, contre 1 576,3 Mds FCFA (2,4 Mds EUR) ou 2,4% du PIB un an plus tôt. Les recettes budgétaires et dons sont restés quasi-stables par rapport à leur niveau à fin septembre 2019, grâce à la hausse exceptionnelle des dons (+63,7% en g.a.) qui a compensé la baisse des recettes budgétaires. Les dépenses totales et prêts nets ont progressé de 17,2% en g.a., sous l'effet de la hausse des dépenses courantes et des dépenses en capital.

❖ Un déficit commercial en baisse

Au 3^e trimestre 2020, le déficit commercial de l'UEMOA s'est réduit de 6,2% en g.a. pour ressortir à 549,1 Mds FCFA (837,1 M EUR), du fait d'une baisse des importations (-3,9%) plus prononcée que celle des exportations (-3,5%). L'évolution des exportations traduit principalement le repli des ventes de produits pétroliers (-27,8%), du cacao (-15,2%) et du coton (-20,0%), du fait de l'orientation défavorable des cours ainsi qu'une diminution des volumes expédiés. La baisse des importations est en ligne avec la diminution de la facture énergétique (-29,0%), subséquente à la chute des cours.

❖ Une montée de l'inflation

Le taux d'inflation de l'UEMOA s'est établi à 2,9% en moyenne au 3^e trimestre, après 1,7% le trimestre précédent. L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix est due essentiellement au renchérissement des céréales locales, des produits de la pêche, des légumes frais ainsi que des tubercules et plantains. Cette évolution s'explique par les perturbations des circuits de distribution dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, et de la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2019/2020. Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation moyen est projeté à 2,2%, après -0,7% en 2019.

ACTUALITE REGIONALE

Le Nigéria rouvre ses frontières avec 3 pays, dont le Bénin et le Niger

[Le président nigérian Muhammadu Buhari a ordonné, le 16 décembre 2020, l'ouverture immédiate de 4 postes-frontières terrestres](#), à savoir Sèmè-Kraké (frontalier avec le Bénin), Mfun (frontalier avec le Cameroun) ainsi que Illela et Maigatari (frontaliers avec le Niger). Les autres postes-frontières devraient être à leur tour rouvertes au plus tard au 31 décembre 2020. Toutefois, l'importation de riz, de la volaille parmi d'autres produits demeure interdite. En août 2019, le Nigéria avait unilatéralement décidé de fermer ses frontières terrestres au grand dam de ses pays voisins, mais aussi de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) où circulent librement les biens et personnes en son sein. Une décision prise officiellement pour contrôler la contrebande et lutter contre les activités transfrontalières informelles.

8,8 M USD du Fonds nordique de développement pour l'accès à l'eau dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique

Le 8 décembre 2020, [le Fonds nordique de développement \(FND\) a approuvé l'octroi d'un don de 8,8 M USD à la Facilité africaine de l'eau \(FAE\)](#) – une initiative hébergée et administrée par la Banque africaine de développement (BAfD) – pour le développement de projets post-COVID d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de gestion intégrée des ressources en eau au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Ces projets s'inscrivent dans le programme « Relèvement par l'eau et l'assainissement » mis en œuvre par la FAE, dont le budget total est estimé à 34,6 M USD. Le Danemark finance également le programme à hauteur de 23,8 M USD, et le FND et la BAfD à hauteur de 1,1 M USD. Pour rappel, le FND est une institution financière régionale regroupant le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, œuvrant principalement sur des thématiques liées au changement climatique dans les pays en développement. Le taux d'accès à l'eau potable en Afrique subsaharienne était estimé à 60,9% en 2017.

L'Inde et l'Afrique renforcent leur coopération dans le domaine de la santé

[La Fédération indienne des soins de santé \(NATHEALTH\) et la Fédération africaine des soins de santé \(AHF\) ont signé, le 12 décembre 2020, un protocole d'accord dans le domaine de la santé](#), lors du Sommet Inde-Afrique sur la santé. L'accord concerne principalement trois axes de coopération, à savoir l'investissement, le transfert de technologie et les partenariats public/privé. L'Inde déjà bien présent sur le continent à travers ses entreprises pharmaceutiques, telles que Ranbaxy, Cipla et Dr Reddy's qui exportent ou produisent localement des médicaments. En outre, dans le cadre des projets e-VidyaBharati et e-ArogyaBharati qui visent à établir un réseau pour le développement des compétences en Afrique, le gouvernement indien s'est engagé à offrir aux étudiants africains près de 100 cours en ligne et 15 000 bourses d'études dans les domaines de la télé-éducation et de la télé-médecine.

La libéralisation des conditions d'attribution de visas par les pays africains en hausse

[Selon le rapport 2020 de l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique](#) publié le 10 décembre par l'Union africaine et la Banque africaine de développement, la hausse tendancielle des pays d'Afrique à libéraliser leurs conditions d'attribution des visas et à accueillir plus facilement les voyageurs africains se poursuit. En 2020, 54% des pays du continent sont accessibles aux voyageurs africains sans visa ou avec un visa obtenu lors de l'arrivée dans le pays de destination (+9 % depuis 2016). La Gambie a rejoint cette année les Seychelles et le Bénin comme pays autorisant l'entrée sur leurs territoires sans visa à l'ensemble des voyageurs africains. Vingt pays ont progressé dans le classement de l'Indice tandis que cinquante d'entre eux ont amélioré ou maintenu leurs scores. Les conclusions du rapport soulignent les gains de la libération des attributions de visas pour les entreprises, les investissements, l'innovation et le tourisme. Faciliter davantage la libre circulation des personnes, des biens et des services est aussi un enjeu de taille à quelques jours du démarrage des échanges commerciaux dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), prévu le 1^{er} janvier 2021.

Pays	Score (/1)	Rang (/54)
Bénin	1	1
Gambie	1	1
Sénégal	0,883	4
Guinée-Bissau	0,849	8
Cap Vert	0,845	10
Togo	0,838	11
Mauritanie	0,83	14
Sierra Leone	0,502	22
Burkina Faso	0,468	24
Côte d'Ivoire	0,415	27
Guinée	0,415	27
Mali	0,408	29
Niger	0,34	31
Libéria	0,264	38

Un partenariat pour la cartographie de l'écosystème des FinTech en Afrique francophone

[MicroSave Consulting \(MSC\), la Fondation Mastercard, le cabinet Deloitte et l'Africa Fintech Forum \(AFF\) ont établi un partenariat](#) en vue de l'élaboration d'une cartographie de l'écosystème des FinTech en Afrique francophone. Dans cette région du monde, les FinTech se substituent aux services financiers traditionnels en créant des solutions telles que la mobile money. L'écosystème est en forte croissance : 320 M USD (261 M EUR) ont été levés par des entreprises FinTech depuis 2015 sur tout le continent. Dans ce contexte, les 4 partenaires ont l'ambition de faire une étude collaborative et inclusive de l'industrie FinTech dans 24 pays d'Afrique. Cette cartographie sera disponible sur le [Hub de la finance digitale](#). Elle permettra de mieux connaître tous les acteurs évoluant dans ce domaine, des incubateurs aux investisseurs et donnera des outils pour accompagner le développement des projets dans le but d'améliorer l'inclusion financière.

BENIN

60 M USD de la Banque mondiale pour l'emploi des jeunes

[La Banque mondiale a approuvé un financement de 60 M USD en faveur du Bénin](#), destiné à accroître l'inclusion économique des jeunes issus de milieux défavorisés et à renforcer les services de l'emploi et le système de formation technique et professionnelle. D'après les objectifs fixés par le projet, près de 35 000 personnes bénéficieront des services orientés vers l'auto-emploi, l'emploi salarié et des services de développement des affaires et de coaching. Cette opération vient renforcer les acquis du projet d'emplois des jeunes du Bénin (PEJ) clôturé en juin 2019. Le PEJ a soutenu le système d'apprentissage, offert à 17 000 jeunes une formation complète en compétences entrepreneuriales et socio-émotionnelles ainsi qu'une subvention de démarrage dans les 77 communes du Bénin.

BURKINA FASO

1,2 Md USD de la Banque mondiale pour une relance résiliente à la crise sécuritaire et économique

La Banque mondiale a annoncé [un soutien de près de 1,2 Md USD au Burkina Faso](#) comprenant : (i) Une Allocation pour la prévention et la résilience (PRA) d'un montant de 700 M USD afin de soutenir le pays dans ses initiatives de traitement des risques et aggravation de la violence liés à la menace terroriste ; (ii) une opération d'appui budgétaire d'urgence d'un montant de 100 M USD pour soutenir la riposte du gouvernement à la pandémie de COVID-19 ; (iii) un Projet d'urgence de développement territorial et de résilience, d'un montant total de 350 M USD visant à améliorer l'accès des communautés, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux infrastructures et aux services sociaux dont elles ont besoin dans certaines zones de conflit et à risque.

Un taux de bancarisation de 23,2% en 2019

Selon les statistiques du Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière, le taux global d'utilisation des services financiers au Burkina Faso était de 43,4% en 2019, dont 23,2% de bancarisation stricte. Environ 46% de la population rurale est totalement exclue, contre 20% en milieu urbain. En vue de rehausser le niveau de l'inclusion financière, l'Etat burkinabè s'est doté d'une Stratégie nationale de la finance inclusive (SNFI) 2019-2023 d'un montant total de 59 Mds FCFA (90 M EUR) et d'un [Fonds national de la finance inclusive](#) (FONAFI) de 44 Mds FCFA (67 M EUR). L'objectif est de porter le taux de l'inclusion financière à 75% d'ici 2023, comme le recommande l'UEMOA.

Signature de l'accord de différé de dette avec la France dans le cadre de l'ISSD

[La cérémonie de signature de l'Accord sur le différé de dette entre la France et le Burkina Faso s'est tenue le 16 décembre 2020](#). Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD), soutenue par le Club de Paris et le G20. L'ISSD n'étant pas juridiquement contraignant, sa mise en œuvre nécessite la signature d'un accord bilatéral entre le pays débiteur et chacun de ses pays créanciers. Le différé du service de la dette dû à la France sur la période allant du 1^{er} mai au 31 décembre porte sur un montant de 5,8 M EUR, soit environ 3,8 Mds FCFA et concerne des prêts concessionnels de l'Agence française de développement (AFD).

CAP VERT

Adoption par le Parlement du budget 2021 de l'Etat

Le 11 décembre, [le Parlement a adopté le budget de l'Etat pour l'année 2021 qui s'élève à 77 896 M CVE](#) (705 M EUR), soit 40,1% du PIB et une augmentation de 3,5% par rapport au budget rectificatif de 2020. Le budget se fonde sur une hypothèse de croissance économique de 4,5% en 2021, contre une contraction

estimée entre 6,8 et 8,5% en 2020. Pour rappel, l'impact de la COVID-19 sur l'économie capverdienne a été particulièrement significatif en 2020 en raison de la dépendance de l'archipel au tourisme. Le gouvernement prévoit en 2021 un déficit public de 8,8% du PIB (contre 11,4% du PIB en 2020) et un encours de la dette publique de 145,9% du PIB (contre 145,6% du PIB en 2020). Le service de la dette est attendu à 19 551 M CVE (177 M EUR) et la masse salariale à 24 143 M CVE (219 M EUR). [Les autorités tablent sur des soutiens budgétaires de 4 717 M CVE \(43 M EUR\)](#), très largement en deçà du montant obtenu en 2020 estimé à 12 130 M CVE (110 M EUR). Par ailleurs, [l'Etat capverdien s'est engagé à couvrir les dettes et les coûts de reconnexion ou de raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau des familles les plus démunies](#). Les deux résolutions qui sont entrées en vigueur le 15 décembre, seront valables jusqu'au 31 décembre 2021.

Accès aux capacités d'un nouveau câble sous-marin de fibre optique au 1^{er} trimestre 2021

[La population cap-verdienne accèdera dès le premier trimestre 2021 à une capacité de débit supplémentaire](#), permettant un accès plus rapide à l'Internet et le déploiement des services mobiles 4G, grâce au raccordement du réseau national au système sous-marin de fibre optique EllaLink qui relie l'Europe à l'Amérique latine. Dans le cadre de ce projet, [le Cap-Vert a obtenu un prêt de la Banque européenne d'investissement \(BEI\) de 25 M USD en juillet 2019](#).

CÔTE D'IVOIRE

Le Club Abidjan Ville Durable présente ses ambitions au Premier Ministre

[Le 9 décembre 2020, les représentants du Club Abidjan Ville Durable \(CAVD\) se sont entretenus avec le Premier Ministre de Côte d'Ivoire](#). L'objectif de cette rencontre était, pour le CAVD, de montrer sa volonté d'accompagner le pays dans la mise en place de ses projets de développement urbain. La cinquantaine d'entreprises composant ce groupe spécialisé dans les enjeux de la Ville Durable est prête à mettre à disposition leur expérience et expertise pour des projets innovants et durables à Abidjan ainsi que dans d'autres villes. Pour rappel, le CAVD a été créé en 2016 et a pour ambition de valoriser l'action et le savoir-faire des entreprises françaises et ivoiriennes installées à Abidjan dans les domaines clés du développement des villes.

Un projet pour renforcement de capacités pour le développement des chaînes de valeur du riz

Financé par la République de Corée à hauteur de 1,3 M USD et exécuté par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le projet de renforcement de capacités et partage d'expérience pour le développement des chaînes de valeur du riz par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire, cible trois pays que sont la République de Côte d'Ivoire, la République-Unie de Tanzanie et les Philippines. En Côte d'Ivoire, ce nouveau projet de 36 mois, dont [l'accord a fait l'objet de signature entre le ministère de la Promotion de la riziculture et la FAO](#), a pour objectif d'améliorer la capacité locale de la Côte d'Ivoire à développer des chaînes de valeur du riz compétitives et inclusives. En 2019, la Côte d'Ivoire a importé 1,3 Mt de riz alors que la consommation nationale est estimée à 2,7 Mt.

Une formation sur les procédures de l'UE pour améliorer la compétitivité des entreprises

[La Cellule de coordination de la coopération Côte d'Ivoire – Union Européenne a organisé, le 14 décembre 2020, un atelier de renforcement de capacités](#), destiné à améliorer la compétitivité des entreprises ivoiriennes. Cette formation s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui à la Compétitivité et à l'Intégration Régionale (PACIR 2) qui est financé à hauteur de 5,9 Mds FCFA (8,9 M EUR) en Côte d'Ivoire. Des structures comme l'Agence de Développement de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire (ADCI), l'EUROCHAM, l'Agence CI-PME, ou encore le Conseil National des Exportations (CNE), étaient également présentes. L'objectif était d'expliquer les règles et procédures de l'UE dans la conduite des grands projets qu'elle finance en vue d'améliorer le climat des affaires.

GAMBIE

85 M USD pour le développement de la riziculture

[Le gouvernement gambien devrait prochainement lancer deux projets d'une valeur de 85 M USD](#) pour reconstituer des rizicultures sur des terrains inondés d'eau salée dans la région de Central River (CRR). L'annonce a été faite le 15 décembre 2020 par le Chef de l'Etat, Adama Barrow, au cours d'une tournée nationale. Pour rappel, le riz est une denrée très présente dans les habitudes alimentaires en Gambie, avec [117 kg consommés par habitant par an](#) (contre 56,9 kg en moyenne dans le monde). La Gambie importe chaque année environ la moitié de sa consommation domestique.

GUINEE

Bonne performance du secteur minier sur la dernière décennie

A l'occasion de [l'Assemblée générale de la Chambre des mines de Guinée](#) qui s'est tenue le 11 décembre dernier, le ministre des Mines et de la Géologie a indiqué que le secteur minier a connu un essor et une contribution sans précédent entre 2010 et 2020, au vu du triplement du nombre d'emplois avec une évolution encore plus forte de la masse salariale, et le doublement des revenus miniers. Le secteur minier contribuerait directement à l'amélioration des conditions de vie de plus de 300 000 guinéens. En outre, au cours de cette décennie, les entreprises guinéennes ont bénéficié de contrats de sous-traitances pour une valeur globale de 8 000 Mds GNF (654,4 M EUR). Dans l'ensemble, le secteur minier guinéen a fait preuve de résilience en 2020, dans le contexte de la pandémie à COVID-19. [Selon les autorités guinéennes](#), à fin septembre, la production de bauxite est en hausse de 65,5% en g.a., celle de l'alumine de 35% en g.a. tandis que la production d'or a été multiplié par plus de 4. Seule la production de diamant est en baisse (-35% en g.a.).

Lancement officiel du portail de paiement en ligne des impôts et taxes

Le 17 décembre 2020, [le ministre du Budget a annoncé le lancement du portail de paiement en ligne des impôts et taxes](#), dénommé eTax, opérationnel depuis septembre. La plateforme offre à chaque entreprise, la possibilité de déclarer et payer les impôts à travers Internet. A ce jour, le portail [eTax](#) est ouvert aux entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 1,5 Mds GNF (122 590,3 EUR).

GUINEE-BISSAU

La BADEA va approuver un financement de 72 M USD pour la construction de 80 km de routes

[La Banque arabe pour le développement économique en Afrique \(BADEA\) va accorder 72 M USD pour la construction de 80 km de routes en Guinée-Bissau en 2021](#), a annoncé le directeur général de la BADEA, à l'issue de sa visite de travail de trois jours dans le pays. La banque compte également financer le secteur privé pour la transformation de la noix de cajou, principal produit d'exportation du pays. En outre, un accord pour la protection des investissements en Guinée-Bissau a été signé entre la Banque et le gouvernement.

Approbation du budget de l'Etat pour l'année 2021

[Les députés viennent d'adopter le budget pour l'année 2021 qui s'élèverait à 253 Mds FCFA \(386 M EUR\)](#). Le budget prévoit de nombreuses augmentations d'impôt, notamment l'impôt professionnel, l'impôt sur les télécommunications ou encore la taxe d'assainissement. Les autorités prévoient également [la création d'un impôt sur l'importation de matériaux de construction](#). Les recettes fiscales s'élèveraient ainsi à 120 Mds FCFA (182 M EUR). [La masse salariale pourrait représenter ¾ du budget](#).

LIBERIA

Lancement d'un nouveau projet de 3 M EUR pour la lutte contre la pêche illégale

Le « [Projet des communautés pour la pêche](#) », lancé le 11 décembre par l'Autorité nationale des pêches et de l'aquaculture (NaFAA), vise à donner aux communautés côtières les moyens de cogérer la pêche et de réduire la pêche illégale dans les eaux libériennes. Financé par l'Union européenne à hauteur de 3 M EUR, il est mis en œuvre sur une durée de quatre ans par la Fondation pour la justice environnementale, en partenariat avec la NaFAA, dans quatre comtés côtiers : Margibi (Marshall), Grand Cape Mount (Robertsport), Grand Bassa (Buchanan) et Grand Kru (Grand Cess). Pour rappel, 33 000 personnes, dont 11 000 pêcheurs, dépendent de l'industrie de la pêche comme source de revenus pour faire vivre leur famille.

MALI

Adoption en Conseil des ministres du projet d'ordonnance portant Loi de finances 2021

[Le 16 décembre 2020, le Conseil des ministres a adopté le projet d'ordonnance portant loi des finances pour l'exercice 2021](#). Les recettes et les dépenses budgétaires n'enregistrent pas d'évolutions significatives par rapport à la loi de finances rectificatives 2020 : respectivement +0,4% et -2%. Ainsi, le montant prévisionnel des recettes budgétaires s'élève à 2 155,2 Mds FCFA (3,3 Mds EUR) et celui des dépenses budgétaires à 2 808,9 Mds FCFA (4,3 Mds EUR). Au titre des dépenses, l'accent sera mis entre autres sur la prise en charge des actions de la feuille de route de la Transition, le renforcement des moyens de défense et de sécurité, la lutte contre la COVID-19 et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Le projet de budget 2021 présente un déficit global de 652,9 Mds FCFA (995,4 M EUR), soit une diminution en valeur de 9,2%.

10 M EUR d'appui budgétaire accordé par la France

Le 11 décembre 2020, une convention relative à l'octroi d'un appui budgétaire français au Mali au titre de l'année 2020 a été signée. D'un montant de 10 M EUR, cette subvention sera affectée (6 M EUR) au financement de dépenses de santé inscrites au budget 2020 et engagées à ce titre, et (4 M EUR) au financement partiel du fonds spécial pour les familles les plus vulnérables. Cette dernière s'inscrit dans un programme d'urgence d'aide aux familles en difficulté, affectées par la crise sanitaire. Par ailleurs, le même jour, a été également signé l'Accord bilatéral relatif à la suspension du service de la dette dû à la France par le Mali.

Le secteur minier ne serait pas affecté pas la grève générale des travailleurs

Le 14 décembre 2020, l'Union nationale des travailleurs maliens (UNTM), principal syndicat du pays (avec 80% des travailleurs affiliés), a lancé un appel à la grève de cinq jours. [Selon certains médias, cette grève n'aurait cependant pas affecté les opérations de plusieurs grandes sociétés internationales d'exploitation aurifère](#) du pays, à l'instar de Hummingbird Resources, Barick Gold et Resolute. Pour mémoire, il s'agit du second mouvement de grève générale initié par l'UNTM depuis l'installation du gouvernement de transition. L'UNTM, qui revendique l'affiliation de 80% des travailleurs du Mali, réclame notamment l'harmonisation des indices salariaux ainsi que certaines primes et indemnités.

MAURITANIE

Signature de deux accords de différé de dette

Dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 et du Club de Paris, [le Ministre des finances et l'Ambassadeur de France en Mauritanie ont signé, le 11 décembre 2020, l'accord bilatéral par lequel la France accorde à la Mauritanie une suspension temporaire du service de sa dette](#) (environ 5 M EUR), entre le 1er mai et le 31 décembre 2020. Pour information, les membres du Club de Paris concernés par l'ISSD en Mauritanie, à savoir la France, l'Espagne et le Brésil devraient supporter un effort financier global de 13 M USD. Par ailleurs, la veille, [le gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie \(BCM\) et le Vice-Président et Directeur général du Fonds Saoudien de Développement \(FSD\) ont procédé à la signature d'une convention de réaménagement du dépôt de 300 M USD effectué par le FSD auprès de la BCM en 2015](#). Cette convention vise, d'une part, à accorder à la Mauritanie un allègement du service de la dette payable au titre du dépôt précité par une prolongation de sa période de grâce et une réduction de son taux d'intérêt et, d'autre part, à concrétiser le moratoire sur le paiement du service de la dette dû entre mai 2020 et juin 2021, dans le cadre de l'ISSD.

NIGER

Progression constante de la production céréalière sur les 8 dernières années

Résultat des initiatives lancées par le gouvernement pour accroître le rendement agricole, [la production céréalière nigérienne s'est établie à 4,9 Mt/an sur la période 2011-2019, soit un accroissement de 38% par rapport à la période échuë à 2010](#). Cette croissance est notamment tirée par une amélioration globale des rendements dans toute la filière (céréalière). En effet, les rendements du mil, du sorgho et du riz ont connu des accroissements, en moyenne annuelle, respectifs de 5 %, 8 % et 5 % sur la période 2011-2019. Dans le cadre des appuis à la production céréalière, un programme de distribution de 15 727 tonnes de semences de cultures pluviales, 41 354 tonnes d'engrais, 147 802 litres de pesticides et 131 615 sachets de fongicides a été mis en place. Cette politique est complétée par des actions régulières de renforcement des capacités techniques des producteurs et la mise à disposition de matériels agricoles dont 308 tracteurs et 9 700 houes kassines. A noter que les fluctuations observées dans la production céréalière, traduisent les effets de la forte variabilité pluviométrique, la maîtrise de l'eau n'étant pas encore effective dans toutes les régions du Niger.

Orange Niger devient Zamani Telecom

Mené par deux investisseurs africains, Mohamed RISSA, Président du groupe Rimbo, et Moctar THIAM, Président du groupe Envol Afrique, Zamani Com SAS a acquis en novembre 2019 l'intégralité de la participation détenue par le groupe Orange dans la société Orange Niger SA pour en devenir l'actionnaire unique. [La nouvelle marque née de cette acquisition se nomme Zamani Telecom et la nouvelle dénomination de la société est Zamani Telecom Niger S.A.](#) Cette dernière compte 360 collaborateurs avec un réseau de vente indirect de plus de 22 000 boutiques réparties sur l'ensemble du territoire national.

SENEGAL

Le soutien de l'Allemagne au PRES atteint 178 M EUR

[Après le don de 100 M EUR annoncé au mois de novembre dernier](#), en soutien au Programme de résilience économique et sociale (PRES), [l'Allemagne vient d'accorder un financement additionnel d'un montant de 78 M EUR au Sénégal](#). Ce qui fait une « somme record » totale de 178 M EUR pour l'année 2020. Avec ces financements additionnels, les deux pays ont convenu du financement de programmes supplémentaires qui visent le développement du secteur privé et la création d'emplois pour les jeunes.

Lancement officiel du Projet d'appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales

[La Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes \(Der/Fi\) a lancé officiellement le Projet d'appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales](#) (PAVIE I), en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Agence française de développement (AFD). [Le PAVIE I](#) contribuera à la valorisation des initiatives entrepreneuriales des femmes et des jeunes à travers l'accès au financement et l'accompagnement technique des entrepreneurs, notamment en matière de gestion. La première phase du programme sur 3 ans est cofinancée par la BAfD (don et prêt totalisant 61,3 M EUR), l'AFD (prêt de 20 M EUR) et l'Etat du Sénégal (32 M EUR) pour un montant global de 113,3 M EUR.

Un programme européen de 3,4 M EUR pour la compétitivité des filières mangue et oignon

Lancé officiellement le 15 décembre 2020, [Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest \(PACAO\) Sénégal est mis en œuvre par le Centre international de commercial international](#) (ITC) et couvre trois chaînes de valeur : la mangue, l'oignon et les services liés aux TIC. Financé par l'Union Européenne à hauteur de 3,5 M EUR, l'objectif de ce programme est de promouvoir l'émergence de sociétés coopératives à vocation commerciale, basées sur l'acte uniforme de l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) dans les filières mangue et oignon. Le PACAO Sénégal s'engage également sur l'opérationnalisation du dispositif d'immatriculation des sociétés coopératives au Sénégal. Une emphase sera mise sur la digitalisation du dispositif et des procédures afin d'assurer une plus grande transparence, fiabilité et traçabilité du registre. Le programme a débuté en août 2020 et se prolongera jusqu'en avril 2023.

Exploitation des gisements de Sangomar : Woodside s'attache les services du japonais Modec

[Le groupe japonais Modec a annoncé le 14 décembre que sa filiale sénégalaise, Modec Sénégal \(MOSEN\), a signé un contrat avec Woodside Energy](#) pour l'exploitation et la maintenance du navire Flottant de stockage et de déchargement de production (FPSO) pour la phase 1 du projet de développement du champ Sangomar dans les blocs pétroliers Sangomar Offshore et Sangomar Offshore Deep, situés au large du Sénégal. Cette signature fait suite au contrat d'achat FPSO qui a été signé entre Woodside et MODEC le 10 janvier 2020. MOSEN sera responsable également de toutes les activités d'installation et de mise en service du FPSO dans le pays, à l'issue desquelles une période initiale d'exploitation et de maintenance de 10 ans commencera. Prévu pour une livraison en 2023, le FPSO sera capable de traiter 100 K barils de pétrole brut par jour, 130 M de pieds cubes standards de gaz par jour et aura une capacité de stockage minimale de 1,3 M barils de pétrole brut.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

Site Internet et compte Twitter [@DGTresor_RCI](https://twitter.com/DGTresor_RCI) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CPV	CIV	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD – Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption – classement sur 198 pays.